

alternatives

LE JOURNAL

VOL.13 NO.7 / AVRIL 2007

UN JOURNAL POUR UN MONDE DIFFÉRENT

WWW.ALTERNATIVES.CA

Après la guerre, la privatisation du pétrole en Irak ?

La clé de voûte de la stratégie américaine en Irak est en bonne voie d'être complétée. Une nouvelle loi du gouvernement irakien pourrait bientôt placer l'extraction, le raffinage et la vente du pétrole entre les mains d'une poignée de multinationales américaines ou britanniques. Et la vive opposition des syndicats et des mouvements sociaux en Irak survient peut-être trop tard.

ADAM NOVAK

Le ministre irakien du pétrole, Hussein al-Shahristani, a confié à l'agence de presse Reuter que seules les multinationales occidentales possèdent la technologie, l'expérience et les capacités financières colossales — entre 20 et 30 milliards de dollars — pour moderniser l'industrie pétrolière en Irak. Mais pour leur donner le champ libre, il lui faut trouver un moyen de contourner la Constitution irakienne, qui prévient la vente des ressources pétrolières du pays à des intérêts étrangers. Ce sera peut-être chose faite avec le projet de loi sur les hydrocarbures, dont certaines dispositions pourraient autoriser les compagnies américaines et irakiennes à signer des contrats secrets leur permettant de faire main basse sur le pétrole irakien.

Les compagnies étrangères choisies disposeraient d'un accès privilégié à une série de zones d'extraction pétrolière pour une durée de 25 ans. Mieux, elles payeraient moins de 10 % de redevances à l'État, en conservant tous les profits. Une véritable aubaine, qui ne serait assortie d'aucune obligation d'employer des Irakiens ou de maintenir dans le pays des activités générant d'importantes retombées économiques, comme le raffinage ou la mise en marché. De plus, les multinationales pourraient édicter les normes en matière de santé, de sécurité au travail ou de protection de l'environnement sur « leurs » champs de pétrole. Au diable les lois irakiennes.

Le Parlement irakien ne serait pas tenu informé des contrats qui seront

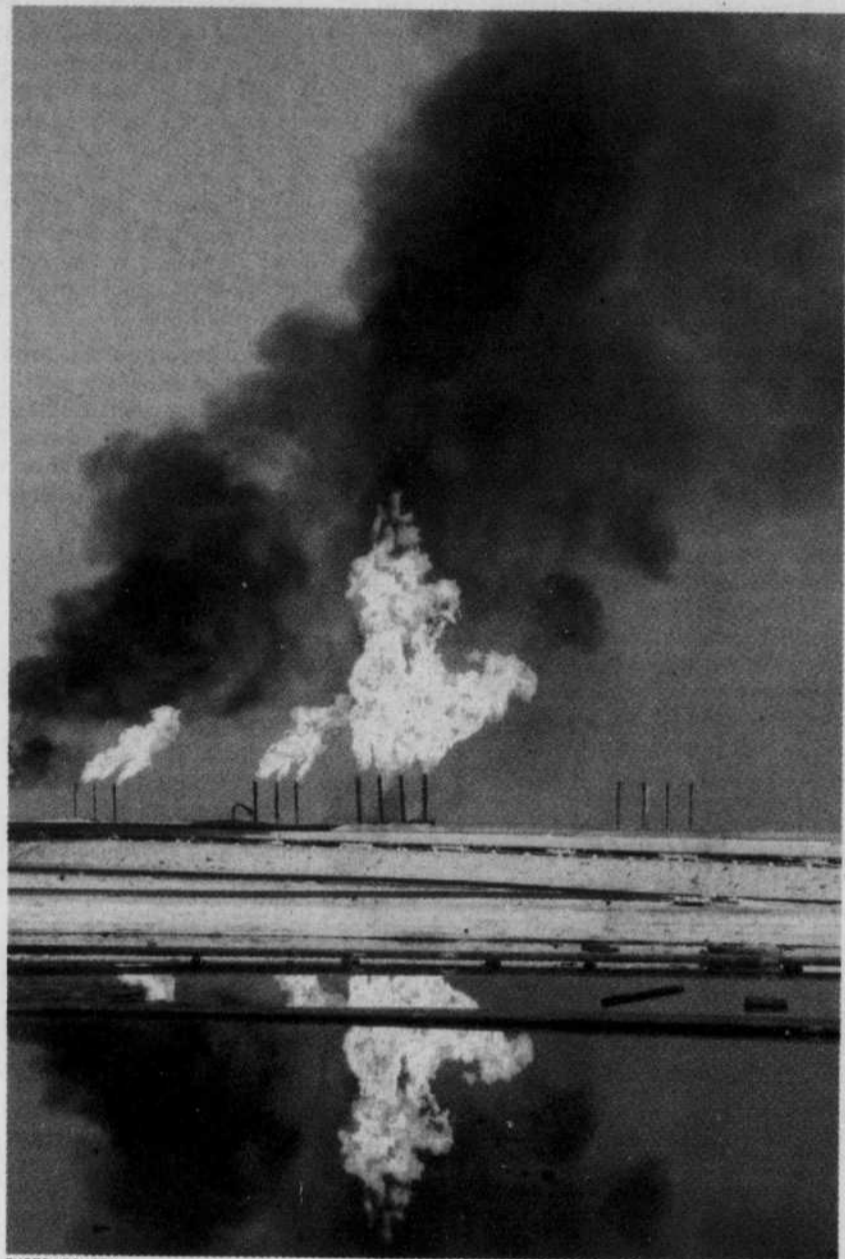


PHOTO : PC/REX

signés. Et les différends qui ne manqueraient pas de surgir entre le gouvernement et les compagnies étrangères devraient être tranchés par les mécanismes d'arbitrage internationaux. Surtout pas par les tribunaux irakiens. Aucun autre pays du Moyen-Orient, même parmi les alliés inconditionnels des États-Unis dans le Golfe, n'a encore cédé de manière aussi massive sa souveraineté sur une ressource naturelle aussi stratégique.

L'Irak possède la troisième réserve de pétrole en importance du monde. De plus, son pétrole brut se révèle généralement de très grande qualité, en plus d'être relativement facile à extraire. Et

pourtant, en définitive, le pays pourrait en retirer un prix inférieur à ce que le Canada obtient pour le pétrole extrêmement coûteux à extraire et à raffiner de ses sables bitumineux. Pire, si le gouvernement parvient à atteindre son objectif de faire passer sa production de 1,6 million de barils par jour à cinq millions de barils par jour, les quelques multinationales chanceuses pourraient réussir à pomper les réserves irakiennes jusqu'à la dernière goutte avant la fin des contrats de 25 ans.

VOIR PAGE 2 : IRAK

Entrevue avec Mustapha Barghouti

« Notre jour viendra »

RAMALLAH – Médecin, militant des droits humains et fondateur de plusieurs organisations humanitaires, Mustapha Barghouti vient d'être nommé ministre de l'Information dans le nouveau gouvernement palestinien d'unité nationale. Il s'est surtout fait connaître par son franc-parler et par son opposition à la corruption. Entrevue avec celui qui représente la « troisième voie » entre le Fatah et le Hamas, une gauche nouvelle palestinienne, laïque et démocratique.



judiciaire. Il faut également initier de véritables réformes et mettre en place des institutions démocratiques afin de lutter contre la corruption, le népotisme et la répression politique.

Croyez-vous que le nouveau gouvernement d'unité nationale répond aux aspirations du peuple palestinien ?

Nous avons mis en place cette coalition pour mettre fin aux violences factionnelles et éviter la désintégration de l'Autorité palestinienne. Le gouvernement d'unité nationale représente 96 % de l'électorat palestinien (NDLR. 25 membres : 12 Hamas, 6 Fatah, 7 « indépendants »). Toutes les factions politiques, hormis le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP), y sont représentées. Il s'agit du gouvernement le plus démocratique de l'histoire de l'Autorité palestinienne, mais aussi de l'ensemble de la région. Aucun autre gouvernement dans le monde ne jouit d'une telle représentativité. Il faut voir maintenant comment traduire notre programme politique en actions concrètes.

Quels sont, selon vous, les principaux défis de ce gouvernement ?

Les défis auxquels nous devons face sont considérables. Premièrement, il faut rétablir l'ordre et la sécurité à l'intérieur des territoires palestiniens en renforçant l'indépendance du pouvoir

Nous devons ensuite surmonter les difficultés sociales et économiques qui résultent des sanctions financières [sanctions décrétées par les principaux bailleurs de fonds occidentaux et Israël après la victoire du Hamas aux élections parlementaires du 25 janvier 2006]. Ce blocus financier a aggravé la situation, déjà dramatique, des populations de Cisjordanie et de Gaza. Il a durement touché chaque communauté et chaque famille palestinienne. Des dizaines de milliers de Palestiniens n'ont pas reçu leur salaire depuis maintenant plus d'un an.

Afin d'exercer une pression politique, Israël retient toujours l'argent des douanes et des impôts Palestiniens qui s'élève à 60 millions de dollars par mois. De quel droit retiennent-ils cet argent ? Une telle punition collective — qui a eu pour effet d'affamer la population palestinienne et non de miner la popularité du Hamas — constitue une violation du droit international, notamment de la Quatrième Convention de Genève. Il est impératif de lever cet embargo, mais aussi de faire cesser les restrictions de mouvements infligées par Israël, qui

VOIR PAGE 2 : BARGHOUTI

Bolivie

La coca est là pour rester

En Bolivie et dans les Andes, la feuille de coca fait partie de la vie de tous les jours, un peu comme le café en Occident. Mais plus au Nord, on continue de l'associer à son puissant dérivé, la cocaïne. Au point où la question est devenue un sujet de friction internationale.

LOUIS JEAN

Depuis six heures du matin, la soixantaine de soldats du peloton Amarillo patrouillent dans une région reculée du Chapare, à la recherche de plantations de coca. Il est près de midi lorsqu'ils découvrent finalement une petite parcelle de terre sur laquelle pousse le fameux arbuste qui sert de matière première à la cocaïne. Sur l'ordre du caporal Chambi, qui dirige le peloton, les soldats se mettent aussitôt à arracher chaque petite pousse avec acharnement. Tout cela, alors même qu'ils mâchent... de la coca, la plante qu'ils sont justement en train de détruire.

La situation des soldats illustre le dilemme devant lequel se trouvent les Boliviens. D'un côté, la feuille de coca joue un rôle central dans la culture locale. On l'utilise depuis des millénaires à des fins alimentaires, médicales, rituelles et sociales. D'un autre côté, le pays a besoin du soutien économique

des États-Unis. Et celui-ci est conditionnel au respect de la politique d'éradication prévue dans leur ambitieux programme de lutte contre la drogue.

Depuis 1988, le gouvernement bolivien tolère la production d'une certaine quantité de coca, destinée à la mastication et à l'usage traditionnel. Mais au-delà de ce quota national, l'armée éradique des champs entiers, comme vient de l'apprendre à ses dépens Gregorio Udaeta, le petit producteur du Chapare dont les soldats s'affairent à détruire la récolte. « On a besoin de la coca parce que rien d'autre ne pousse dans cette terre, proteste-t-il. Il n'y a aucune autre plante qui puisse me donner un revenu pour faire vivre ma famille. »

Rien en faire. En 10 minutes, le vieil homme vient de perdre les trois quarts de son revenu annuel.

Dans une région comme celle du Chapare, la coca est avant tout une histoire de survie. Le territoire, situé au centre du pays, a été peuplé par des gens qui, comme Gregorio Udaeta, se sont retrouvés sans emploi après la chute du prix de l'étain et la privatisation des entreprises d'État au cours des années 1980. Confrontés à un sol peu fertile, en quête d'un revenu immédiat, plusieurs cultivateurs se sont tournés vers la coca. La plante était idéale. Contrairement aux arbres fruitiers, elle produisait une récolte dès la première année. Elle possédait aussi l'avantage de fournir trois récoltes par an. Sans compter qu'on pouvait la transporter assez facilement.



PHOTO : LOUIS JEAN

Reste que le principal attrait de la coca demeure son prix de vente. En raison de la demande élevée et du contrôle de la production, une livre de feuille de coca se vend environ 20 bolivianos (3 \$) dans les marchés locaux. En comparaison, une livre de banane rapporte rarement plus que 50 centavos (7 cents). Voilà qui explique pourquoi, même si notre Gregorio Udaeta possédait une bananeraie de deux hectares, soit envi-

ron la superficie de quatre terrains de football américain, il tirait la majorité de son revenu d'une plantation de coca de la taille d'une patinoire de hockey.

Les vertus de la coca vs les méfaits de la cocaïne

En Bolivie, le parfum caractéristique de la coca flotte un peu partout dans les maisons et dans les marchés. Les habitants l'ont totalement intégrée à leur mode de vie. Ils lui attribuent

Les soldats du caporal Chambi détruisant une plantation de coca.

aussi de multiples vertus. « La coca aide mes hommes à travailler plus fort et elle leur permet de travailler plus longtemps », explique le caporal Chambi. « Et lorsque tu reviens à la maison avec un sac de coca, ta femme est contente, ajoute-t-il à la blague. Ça te permet d'accomplir ta mission. »

N'en déplaise au caporal Chambi, les vertus aphrodisiaques de la coca restent à prouver. Mais plusieurs des propriétés attribuées à la plante reposent sur des bases scientifiques. L'étude la plus exhaustive sur le sujet, réalisée par une équipe franco-bolivienne et publiée dans le *Journal of Physiology*, en 1995, rapporte plusieurs effets positifs pour les « mastiqueurs ». Par exemple, en raison d'une augmentation du taux d'adrénaline dans le sang, ces derniers tolèrent mieux la fatigue et ils peuvent travailler plus longtemps. L'étude indique également que la coca permet de tolérer davantage la faim, le froid et le manque d'oxygène en altitude.

En Bolivie, les étudiants et les chauffeurs de taxi utilisent d'abord la coca pour vaincre la fatigue, un peu comme nous le faisons avec le café. Mais à l'échelle mondiale, la coca n'est pas à la veille de remplacer le café. Depuis 1961, la plante sacrée des Incas est

VOIR PAGE 5 : BOLIVIE

Inde / Pakistan Le crime du Samjhauta Express

Pour la troisième fois en moins d'un an, à la mi-février, des terroristes ont tenté de faire dérailler le processus de paix entre l'Inde et le Pakistan. La pire chose à faire, selon le quotidien indien *The Hindu*, serait de leur concéder la victoire.

SIDDHARTH VARADARAJAN

Le but des auteurs de l'attentat commis le 18 février, à bord du train Samjhauta Express qui relie l'Inde et le Pakistan, ne pouvait pas être plus clair : la cible et le moment choisis pour frapper démontrent que les terroristes voulaient d'abord compromettre le processus de paix entre l'Inde et le Pakistan.

Toutes les familles pauvres qui voyagent à bord du train Samjhauta vous le diront : le trajet entre Delhi et Lahore est interminable, éprouvant, difficile. Et pourtant, le voyage constitue un symbole du voisinage civilisé auquel les Indiens et les Pakistanais ordinaires aspirent désespérément. Mieux, il laisse entrevoir à quoi pourrait ressembler le futur, si seulement la compréhension et le compromis finissaient par prévaloir.

De toute évidence, les terroristes qui ont fait exploser le train n'ont pas envie de voir jusqu'où pourraient mener les négociations actuelles. En tuant pas moins de 67 passagers au moment même où le ministère pakistanais des Affaires étrangères se trouvait en Inde, ils voulaient que le processus de paix s'arrête le plus tôt possible. Ils entendaient provoquer un regain de tensions et d'accusations mutuelles entre Islamabad et New Delhi.

À tout le moins, ils espéraient rendre les voyages entre les deux pays suffisamment risqués pour que bien peu de gens veuillent encore prendre le train, l'autobus ou même l'avion.

Après l'explosion simultanée de plusieurs bombes dans les trains de banlieue de Mumbai, le 7 juillet, les terroristes avaient réussi à prendre l'initiative. Cette erreur ne doit pas se reproduire. À l'époque, l'Inde avait reporté une rencontre prévue avec la diplomatie pakistanaise, et l'atmosphère avait rapidement commencé à dégénérer. À Mumbai et à Delhi, des policiers s'étaient mis à parler ouvertement de « preuves » reliant les attentats à l'establishment pakistanais.

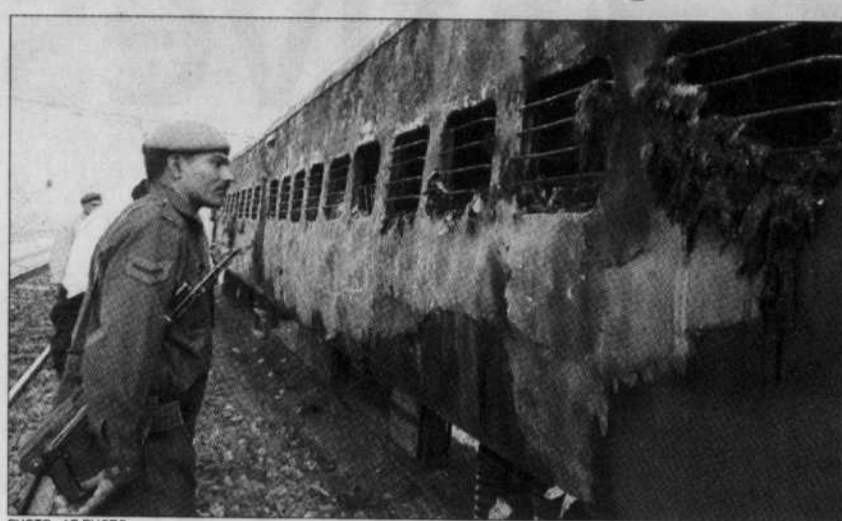


PHOTO : AP PHOTO

Pendant un moment, le processus de paix semblait au bord du précipice. À la fin, pourtant, les fameuses preuves ne se sont jamais matérialisées. Et cela a permis de réaliser que le dialogue et les contacts directs entre les gens servaient fort bien les intérêts du pays. Après une habile prénégociation sur la création d'un mécanisme conjoint pour combattre le terrorisme, l'Inde a finalement repris le dialogue avec le Pakistan.

D'un côté, le pays a raison de critiquer le Pakistan pour son incapacité à agir contre les organisations terroristes et leurs bases d'entraînement sur son territoire. De l'autre, il a tort de lier l'avenir du processus de paix à un événement dans lequel la complicité éventuelle d'Islamabad ne peut être établie avec certitude.

Sept mois après les attentats, les enquêteurs indiens n'ont toujours pas réussi à prouver la complicité officielle du Pakistan dans les attentats. Au point où cet échec ne manquera pas d'être utilisé pour remettre en doute la validité des affirmations de l'Inde voulant que des groupes terroristes continuent d'opérer à partir de son territoire.

Une question fondamentale

Au cœur du dilemme de la politique indienne, on retrouve une question fondamentale : est-ce que le gouvernement pakistanais de Pervez Musharraf a trempé dans la conception, la planification ou même la réalisation des attentats comme ceux de Mumbai, de Malegaon ou du Samjhauta Express ? Certes, l'establishment pakistanais dispose de la capacité de mener ce genre d'opérations sous le manteau. En revanche, les raisons qui pourraient le pousser à agir ainsi apparaissent plutôt confuses. On peut se demander ce qu'il aurait à gagner en provoquant la fin du processus de paix.

À l'opposé, si le gouvernement de Pervez Musharraf n'est pas impliqué dans les attentats, est-ce que cela signifie que des groupes terroristes « indépendants » opèrent sur le territoire pakistanais, y compris en opposition au gouvernement ? Il apparaît évident que cette hypothèse est la bonne. Il n'y a qu'à voir les nombreux attentats à la bombe commis sur le territoire pakistanais, les attaques suicides visant des soldats et les tentatives d'assassinat contre le président Musharraf.

Tout semble suggérer que des groupes terroristes « indépendants » opèrent au Pakistan. On pourrait même aller jusqu'à dire qu'ils y sont florissants.

(...) En réévaluant sa politique générale à l'égard du Pakistan, l'Inde sait que l'utilisation de la force ne pourrait résoudre le problème. (...) Elle n'a pas d'autre avenue que la diplomatie. Mais cela ne veut pas dire qu'elle doit renoncer à la lutte contre le terrorisme. Le gouvernement indien devrait continuer à exiger que le Pakistan respecte sa promesse de ne pas permettre que son territoire serve de base arrière à des groupes terroristes visant l'Inde. (...)

Aujourd'hui, l'Inde émet beaucoup plus de visas pour des Pakistanais qu'en 2004. Le commerce est à la hausse. Des nouvelles routes ont été ouvertes au Kashmir, au Penjab et au Rajasthan. Des délégations d'affaires se visitent les unes les autres de manière plus assidue. Certes, on pourra invoquer qu'une trentaine de Pakistanais, qui avaient obtenu un visa pour assister à un match de cricket, ont disparu dans la nature. Mais si ce genre de petits incidents compromet la sécurité nationale, nos agences gouvernementales peuvent sûrement imaginer un meilleur système de vérification pour en minimiser les risques. À long terme, l'augmentation des voyages, du tourisme et du commerce finira par augmenter le nombre de Pakistanais désirant normaliser les relations avec l'Inde. Cela pourrait même modifier la dynamique politique à l'intérieur du Pakistan.

Ajoutons aussi que c'est grâce au processus de paix actuel que l'Inde et le Pakistan ont réussi à s'entendre sur un vocabulaire commun pour parler du Kashmir, une chose impensable il y a quelques années encore. (...)

C'est précisément la perspective d'une solution pacifique qui a conduit les auteurs des attentats du Samjhauta Express et de Mumbai à passer à l'action. Plus que jamais, le premier ministre indien Manmohan Singh et le président pakistanais Pervez Musharraf doivent conserver l'initiative et ne plus permettre que les terroristes dictent l'allure ou le contenu du processus de paix. Tout retour en arrière apparaît maintenant impossible. Les victimes du Samjhauta Express ne doivent pas être mortes pour rien.

BARGHOUTI

SUITE DE LA UNE

continuent de porter atteinte aux droits des Palestiniens et diminuent leur accès aux produits de base, au travail, à l'éducation et aux soins de santé.

Croyez-vous que cette coalition permettra la levée du blocus financier occidental ?

Oui. Tous les pays arabes, sans exception, ont reconnu le nouveau gouvernement palestinien. Jusqu'ici, dix pays européens ont emboîté le pas. L'Inde s'est dite prête à négocier avec tous les membres du gouvernement. Même le Consul général américain à Jérusalem a rencontré le ministre des Finances, Salam Fayyad. Ce que nous souhaitons, c'est que chaque gouvernement examine notre plateforme politique sans la distorsion des lunettes d'approche israéliennes.

Notre gouvernement – incluant les membres du Hamas – s'oppose à toutes formes de violence. Nous proposons un cessez-le-feu complet avec Israël, nous nous sommes engagés à respecter les accords signés par l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) avec Israël et nous honorons le droit international et les Conventions de Genève, qui sont systématiquement violés par l'État Israélien. Alors comment justifier le maintien de ces sanctions ?

En 2002, vous aviez contribué à la formation de l'Initiative nationale palestinienne (Al Mubadara), avec d'autres intellectuels palestiniens, dont Edward Said, Hadir Abdel Shafi et Ibrahim Dakak. Comment s'inscrit la troisième voie dans ce gouvernement d'unité ?

Entre le Fatah et le Hamas, nous représentons l'alternative démocratique. En tant que membre de la coalition, nous cherchons à influencer positivement le programme du gouvernement d'unité en introduisant, entre autres, des réformes sociales et politiques, le respect du droit international et le principe de résistance non violente à l'occupation. Jusqu'ici, on nous a écoutés.

Que pensez-vous de la plateforme proposée par le gouvernement d'unité nationale ?

D'un point de vue social, le programme du gouvernement d'unité est très progressiste. Il propose entre autres deux chapitres sur les droits des femmes, qui visent notamment à accroître leur participation dans la vie politique, sociale et parlementaire. Il y a en outre un article qui alloue 5 % des postes de la fonction publique aux personnes handicapées. Nous avons aussi créé un fonds pour les étudiants universitaires afin de lutter contre le népotisme et accroître l'accès aux études supérieures. Nous proposons également de collaborer de près avec la société civile palestinienne.

Est-ce que cette nouvelle coalition pourra relancer les pourparlers de paix entre Israël et les Palestiniens ?

Nous proposons de reprendre les pourparlers, mais jusqu'ici l'État Israélien refuse. Israël n'était pas prêt à négocier avec Yasser Arafat ni avec son successeur, Mahmoud Abbas. Puis, il y a eu le boycott après la victoire du Hamas. Aujourd'hui, le gouvernement d'unité

comprend les meilleurs leaders démocratiques palestiniens, pacifistes et modérés. Que peut-on demander de plus ?

Un gouvernement de collaborateurs ? Nous sommes convaincus que seule une entité démocratique peut parvenir à un règlement final et pacifique de la question palestinienne. La démocratie en Palestine n'est pas seulement la meilleure option, c'est la seule qui puisse mener à une paix durable.

Comment expliquez-vous ce refus israélien ?

Israël cherche à gagner du temps afin de poursuivre sa politique d'annexion, d'expropriation de terres et de construction de colonies de peuplement en Cisjordanie pour supprimer toute possibilité de création d'un État palestinien indépendant. Avec la construction illégale du mur, on est en train d'installer un système ségrégationniste qui, comme l'a suggéré l'ancien président des États-Unis Jimmy Carter, est pire que l'ancien système d'apartheid en Afrique du Sud.

Qu'attendez-vous du gouvernement canadien ?

La reconnaissance immédiate du gouvernement palestinien d'unité nationale et le respect de notre choix démocratique. Le Canada devrait juger notre gouvernement sur la base de notre plateforme politique. Il n'y a aucune raison de maintenir un embargo sur un peuple opprimé, qui fait déjà face à une violence quotidienne liée à l'occupation.

J'ai tenu une conférence de presse pour dénoncer les abus commis par les forces militaires israéliennes, notamment après l'incident survenu au *check point* de Huwara, près de Naplouse, le 22 mars dernier. Mohammad Jabali, un jeune homme âgé de 19 ans, a été sévèrement battu par l'armée israélienne. Un caméraman était sur place et a filmé l'incident. Les images – diffusées le lendemain par plusieurs stations de télévision – illustrent ce qui se passe quotidiennement dans les 530 *check points* militaires de la Cisjordanie. Si le public canadien voyait ces images, il n'aurait plus aucun doute sur la stratégie que devrait adopter son gouvernement.

Quelles sont les perspectives de paix et de stabilité régionales ?

Tout le monde s'entend : il n'y aura aucune stabilité régionale sans un règlement de la question palestinienne. Et il n'est plus possible de rester impartial face à l'injustice qui découle de presque 40 années d'occupation. Ni de rester indifférent face au traitement subi quotidiennement par les populations occupées, en infraction aux principes généraux du droit et aux principes humanitaires. Notre lutte n'est pas différente de la lutte d'Indépendance de l'Inde ou de la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. Nous n'avons pas les moyens militaires de notre adversaire ni son appareil de propagande, mais la vérité est avec nous. Nous croyons que notre jour viendra et que nous obtiendrons nous aussi notre libération.

CATHERINE PAPPAS

L'auteur est gestionnaire de projets pour Alternatives en Palestine

IRAK

SUITE DE LA UNE

Sans compter que l'afflux du pétrole irakien sur le marché international briserait le pouvoir de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et de pays comme l'Iran ou le Venezuela, qui tentent de freiner la production mondiale pour maintenir les prix relativement élevés.

Le Parlement irakien a examiné pour la première fois le projet de loi sur les hydrocarbures il y a seulement quelques semaines. Mais les articles cruciaux du projet relèvent d'un plan stratégique mis sur pied bien avant l'invasion de l'Irak. Ils ont été raffinés depuis par des experts britanniques et américains, qui servent souvent de conseillers auprès des ministères irakiens du Pétrole ou de la Planification. Selon le quotidien *The Independent*, le gouvernement britannique a même puisé dans son budget destiné à l'aide internationale pour payer l'Institut Adam Smith et d'autres *think tanks* de droite qui étaient chargés de « restructurer » certains ministères devant assurer la privatisation. « Le Fonds monétaire international a même fait de l'adoption d'une loi déreglant les hydrocarbures une condition pour annuler environ 6 % de la monstrueuse dette de l'Irak », s'est indigné l'hebdomadaire américain *The Nation*.

La plupart des Irakiens sont bien trop occupés à tenter de survivre pour prendre note des transformations massives que prépare « leur » gouvernement. Les médias irakiens, qui reflètent le plus souvent les points de vue sectaires de politiciens ou d'hommes d'affaires en vue, ont fait dévier les débats sur d'autres questions. Par exemple, ils se sont beaucoup demandé si ce sont les provinces ou le gouvernement central qui devraient signer les contrats d'exploitation pétrolière. Ou encore, ils ont beaucoup discuté de la représentation des diverses communautés ethniques et religieuses au sein des commissions gouvernementales qui

doivent superviser le processus. Peu importe. Les multinationales sont toujours présentées comme des partenaires incontournables et indispensables.

Contre toute attente, dans un rare élan d'unité, les principaux syndicats irakiens ont forcé le gouvernement à reporter sa loi, dont les États-Unis espéraient l'adoption durant l'année 2006. Les syndicats ont fait valoir que la privatisation du pétrole constituait une ligne rouge qu'aucun gouvernement irakien n'avait osé franchir depuis l'expulsion d'une nuée de compagnies britanniques et américaines, au moment de l'indépendance du pays. « Le pétrole doit demeurer une ressource nationale, (...) partout où cela est possible, a expliqué Hassan Jumaa Awad al Assadi, le président de la Fédération des syndicats irakiens du Pétrole. La production doit demeurer entre les mains de compagnies irakiennes, pour donner de l'emploi à nos ouvriers, à nos techniciens et à nos ingénieurs. Et si nous n'en avons pas assez, nous n'avons qu'à en fermer ! »

L'influent mouvement des femmes irakiennes s'est joint récemment à la campagne contre la privatisation, en faisant valoir que seule la propriété collective peut assurer des revenus suffisants pour financer des programmes de lutte contre la pauvreté. Le mouvement attirait tout particulièrement l'attention sur les pensions accordées aux veuves, qui constituent désormais les pauvres parmi les pauvres, en Irak. « Peut-être qu'une certaine forme de coopération avec les multinationales étrangères est inévitable, a expliqué la présidente de la Ligue des femmes irakiennes. Mais l'Irak doit demeurer l'actionnaire principal, et le gouvernement ne doit pas perdre de vue les besoins fondamentaux des citoyens. »

Les craintes entourant la privatisation se sont étendues aux étudiants irakiens, qui insufflent désormais beaucoup d'énergie dans la campagne con-

Que pourrait faire le monde avec 1,2 trillion de dollars ?

Un trillion de dollars, ça dépasse un peu l'imagination. Quand on y pense, le trillion, c'est ce qui suit le milliard. Un nombre de 13 chiffres. Un chiffre suivi de douze zéros. Un trillion, c'est précisément mille fois un milliard. Ou un million de fois un million, si vous préférez.

Que pourrait faire le monde avec 1,2 trillion de dollars ?

Par exemple, on pourrait sauver la vie de 10 millions d'enfants en accélérant les programmes de vaccination, multiplier par cent l'argent investi dans les programmes d'alphabetisation, donner accès à l'eau potable aux 1,4 milliard d'êtres humains qui en manquent cruellement, découpler le budget de la recherche pour vaincre le cancer et rendre accessibles les rétroviraux à toutes les personnes atteintes du sida à travers le monde. Et il est probable qu'il resterait encore quelques centaines de millions à mettre dans le logement social, le traitement des eaux usées et les soins périmataux.

1,2 trillion de dollars, il n'y pas à dire, ça changerait le monde.

Sauf que, malheureusement, selon le *New York Times*, cette somme d'argent colossale aura plutôt été engloutie en quelques années par les États-Unis pour faire la guerre en Irak. À eux seuls, le traitement et la réhabilitation des milliers de soldats blessés coûteront 250 milliards de dollars.

Faut-il ajouter que juste avant l'invasion de l'Irak, en mars 2003, le Pentagone avait évalué le coût de la guerre à 50 milliards de dollars ?

JEAN-SIMON GAGNÉ

tre la Loi sur les hydrocarbures. Un représentant de l'Union générale des étudiants irakiens, qui se trouvait récemment au Canada, a ainsi résumé la situation. « En Irak, nous avons désormais 40 syndicats d'étudiants, tous divisés en fonction des partis politiques, des croyances religieuses, des origines ethniques ou des sensibilités régionales. Mais la plupart des étudiants refusent de voir leur pays s'enfoncer dans des luttes sectaires, et ils veulent que leurs syndicats s'unissent pour défendre l'intérêt public. »

Les pressions exercées par les mouvements sociaux ont aussi compliqué la stratégie du Parti communiste irakien,

le seul groupe parlementaire ouvertement opposé aux privatisations et à la division de l'État sur des bases religieuses. Depuis la chute de Saddam Hussein, les parlementaires communistes s'étaient même alliés à des « libéraux » pour former un bloc parlementaire démocratique opposé aux partis sectaires ou islamistes.

Il faut dire que la résistance du Parlement et de l'opinion publique était aussi parvenue à défaire les premières tentatives des États-Unis pour s'approprier le pétrole irakien en 2003-2004. Iyad Allawi, l'ex-premier ministre qu'avait nommé les États-Unis, voulaient ainsi

permettre aux compagnies étrangères d'acquiescer à la propriété de certaines nappes de pétrole souterraines. Une aberration selon *The Nation*, puisque « ce genre d'arrangement n'est utilisé qu'aux États-Unis ; dans tous les autres pays, le pétrole est une propriété de l'État, même si ce sont des compagnies privées qui en font l'extraction et la vente. » De tout temps, quand il s'agit de privatisation, les opposants peuvent compter sur l'appui de certains fonctionnaires du ministère irakien du Pétrole. « Ces gens ont réussi à administrer très convenablement l'industrie durant les années de sanctions internationales, a expliqué Rafiq Latta, de la firme de consultants Argus Energy, lors d'une entrevue avec *The Nation*. Ils ont fait un travail impressionnant, et ils sont fiers de « leur » pétrole. Toute la culture du ministère est contraire à la privatisation. »

L'appui à la campagne contre la privatisation gagne aussi de l'ampleur à l'étranger, particulièrement dans des pays comme la Grande-Bretagne et l'Italie, où les gouvernements avaient soutenu l'invasion de l'Irak, en 2003. Paola Gasparoli, du groupe italien Un Ponte Per, résume : « Permettre la vente de l'industrie du pétrole irakien à des intérêts étrangers tout en expédiant de l'argent en Irak pour l'aide humanitaire et la reconstruction, ce n'est pas seulement une farce macabre, c'est complètement immoral. » Plus près de nous, aux États-Unis, la campagne prendra pour cible Chevron, l'une des compagnies qui auraient le plus à gagner d'une éventuelle privatisation du pétrole irakien.

Qui sait ? En tordant le bras au gouvernement irakien pour qu'il fasse adopter l'impopulaire Loi sur les hydrocarbures par le Parlement, les États-Unis sont peut-être allés trop loin. Au point de réussir le tour de force d'unir pour une fois tous les Irakiens autour d'une même cause ?

L'auteur travaille pour Alternatives.

Journal de Téhéran

Depuis des années, l'Iran vit sous la menace d'une attaque américaine, en représailles au programme nucléaire que développe son gouvernement. L'auteure, une Iranienne d'origine maintenant établie à Montréal, décrit l'étrange ambiance qui règne ces jours-ci dans la capitale iranienne...

ROKSANA BAHRAMITASH

Quelques jours après mon arrivée à Téhéran, à la fin du mois de janvier, j'ai été invitée à dîner chez une amie de longue date. Après le repas, nous avons pris le thé pendant que son mari écoutait Voice of America (VOA), une sorte de version iranienne de CNN sur satellite. La chaîne faisait état des menaces militaires à l'endroit de l'Iran tandis que l'époux se réjouissait à la perspective de voir les Américains envahir l'Iran. Pire, il applaudissait à l'idée qu'ils puissent attaquer son propre pays.

Cette attitude m'a plongé dans une colère noire. J'ai dû me mordre les lèvres pour éviter de faire un commentaire désobligeant. À la fin, j'ai réussi à lui demander s'il avait songé un instant qu'une invasion militaire avait toutes les chances de plonger le pays dans un chaos semblable à celui de l'Irak. Il m'a répondu que le régime iranien ne tomberait pas d'une autre manière. À son avis, rien ne pouvait s'améliorer en Iran tant que le régime politique actuel demeurerait en place.

Un peu plus tard, j'ai fait part de mon indignation à certains membres de ma famille. À mon grand étonnement, ils m'ont précisé que cette façon de penser n'avait rien d'exceptionnel dans l'Iran d'aujourd'hui. De fait, j'ai croisé d'autres gens qui partageaient cet avis. Apparemment, il n'est plus rare de trouver des Iraniens — en particulier ceux qui syntonisent Voice of America — qui souhaitent ardemment que leur pays soit envahi par les États-Unis!

L'anniversaire de la révolution de 1979

Le 13 février, je suis allée assister à une manifestation soulignant l'anniversaire de la révolution de 1979. J'ai fait une partie du trajet à pied pour savoir de quels quartiers de la ville provenaient les manifestants. On aurait dit que tous les autobus de la ville convergeaient vers la place Azadi (Liberté). Les véhicules

s'arrêtaient un peu partout pour prendre des passagers (...). Les gens que je croisais provenaient de partout. J'ai même rencontré l'un de mes anciens étudiants à la sortie du métro.

Sur la Place, l'ambiance m'a rappelé les manifestations contre la guerre en Irak auxquelles j'ai participé, en 2003, à Montréal. Ici et là, des gens scandaient des slogans contre la politique américaine. J'étais estomaquée par le nombre de gens. On aurait dit que nous étions des millions. On remarquait beaucoup de familles. De nombreuses femmes, aussi, dont plusieurs n'étaient pas voilées de la tête au pied. Cela permettait de constater qu'elles n'avaient pas eu peur de se maquiller.

Je me suis mis à demander aux gens à quelles organisations ils appartenaient. La plupart m'ont répondu qu'ils étaient venus à titre individuel. Mon ancien étudiant, qui habite l'un des quartiers pauvres de la ville, avait pu constater que les manifestants s'étaient souvent rejoints aux abords des mosquées. Il est vrai que l'on apercevait tout de même les bannières de groupes comme les basiji, ces milices mises sur pied par l'Ayatollah Khomeiny. La ville de Téhéran et ces différents groupes avaient aussi distribué des affiches sur lesquelles on pouvait lire : « Oui à un programme nucléaire pacifique. »

La manifestation ressemblait à un référendum sur la politique étrangère iranienne, du moins en matière de programme nucléaire. D'après les slogans et les chants entendus sur place, il apparaissait clairement que les gens n'étaient pas venus apporter leur soutien au président Ahmedinejad ou au Guide suprême de la révolution, l'Ayatollah Khomeiny. Le nationalisme semblait le sentiment le plus largement partagé. Curieusement, parmi la foule, je n'ai pas croisé un seul journaliste étranger. Pas de BBC ou de CNN. Surtout, pas de Voice of America.

Le nationalisme iranien

Le soutien actuel au programme nucléaire rappelle un peu l'indignation quasi générale qui avait accueilli le coup d'État manigancé par la CIA, en 1953, pour empêcher la nationalisation du pétrole. Depuis, les Iraniens ont juré qu'ils ne permettraient plus aux États-Unis de décider à leur place. Avec le recul, on peut dire que le coup d'État a marqué le début d'un cycle de violence qui a culminé avec l'occupation de l'ambassade américaine à Téhéran, au début de la révolution. Aujourd'hui encore, la résistance à la politique américaine continue. Les Iraniens ne com-

prennent pas pourquoi Israël est autorisé à détenir l'arme nucléaire, alors que leur pays est puni pour avoir mené un programme nucléaire civil.

Le plus ironique, c'est que l'origine du programme iranien remonte à l'époque du Shah, qui gouvernait pourtant... avec l'appui indéfectible des États-Unis.

L'impopularité du régime

La politique étrangère de l'Iran lui vaut un vaste soutien dans plusieurs pays musulmans, comme en Indonésie par exemple. Mais le bilan de la politique intérieure du président Ahmedinejad apparaît moins reluisant. Sa politique économique constitue un échec, avec un taux d'inflation et un taux de chômage très élevés. La bourse iranienne a perdu beaucoup de valeur au profit du marché immobilier. En fait, le prix des logements et de l'immobilier en général a bondi au point où plusieurs familles à faible revenu n'arrivent plus à se dénicher un appartement décent. Quand on sait que le président a été élu pour ses engagements en faveur de la justice sociale et des déshérités, on comprend pourquoi une partie de son électoral est aujourd'hui désabusé.

Les réformes économiques

Ces jours-ci, la politique iranienne résonne d'appels à la privatisation. L'article 44 de la Constitution iranienne, qui interdit en principe la privatisation des entreprises d'État, a été récemment réinterprété par le Guide suprême de la révolution, l'Ayatollah Khomeiny. Cette nouvelle approche permettrait la vente de certaines sociétés d'État au secteur privé, sauf dans des secteurs stratégiques comme le pétrole et le gaz naturel. Malgré tout, il n'y a pas de consensus sur la marche à suivre. (...)

Le président Ahmedinejad suggère que la privatisation se fasse au profit des gens pauvres et des coopératives qui rassemblent des gens à faibles revenus. Ses opposants apparaissent divisés. Une fraction des réformistes approuve la privatisation, du moment que l'État demeure responsable du filet de sécurité sociale. Pour leur part, les conservateurs comme l'ancien président, Akbar Hashemi Rafsanjani, veulent une privatisation de grande envergure, au terme de laquelle les entreprises d'État se retrouveraient entre les mains d'individus et d'entrepreneurs.

Plus que jamais, la scène politique apparaît fractionnée, alors même que le soutien au président parmi les classes populaires connaît une baisse marquée,



Manifestation contre la guerre à Téhéran

comme l'a illustré la défaite récente de ses partisans lors des élections municipales à Téhéran. Certains regrettent que la désaffection populaire grandissante ne profite pas davantage aux candidats supportant les politiques de l'ancien président réformiste Khatami. Mais c'est un fait que l'opposition au régime demeure forte.

Les sanctions économiques

Les menaces militaires et les sanctions économiques peuvent se révéler contre-productives, voire même consolider le pouvoir en place. La foule imposante qui a célébré l'anniversaire de la révolution en constitue la preuve. À la fin, un régime plus fort en profitera peut-être pour accroître la répression contre les activistes, comme ce fut le cas pour les féministes, qui se sont vues interdire de célébrer la journée du 8 mars, la Journée internationale des femmes. Cette année, au cours de rencontres clandestines, des groupes de femmes m'ont confié qu'elles n'organiseront pas de rassemblement. À la place, elles ont plutôt imprimé des dépliants qu'elles ont distribués dans les quartiers populaires pour souligner le 8 mars et faire campagne contre la peine capitale ou la pauvreté. (...)

La crainte d'une attaque américaine

Pour moi, comme pour plusieurs personnes d'origine iranienne établies au Canada, la peur d'une attaque contre l'Iran constituait une préoccupation constante. Mais depuis mon arrivée en Iran, mon point de vue a changé. J'ai rejoint l'état d'esprit de millions d'Iraniens qui vivent sans trop se préoccuper de la possibilité d'une attaque. Beaucoup d'Iraniens me disent qu'ils

entendent ces menaces depuis si longtemps — 27 ans pour être précis — qu'ils n'y prêtent plus attention. Rien ne peut arriver, selon eux.

Au fond de moi, je sais pourtant que cela n'est pas vrai. L'Iran a été envahi par l'Irak, en 1980, avec le soutien des États-Unis.

La fin de l'année iranienne

Le 13 mars, l'un des derniers jours de l'année iranienne, j'ai voulu aller retirer de l'argent à la banque en prévision des célébrations du nouvel an. Rendue sur place, le commis m'a dit qu'il n'y avait plus d'argent. J'étais stupéfaite, d'autant plus que l'une des politiques économiques du président Ahmedinejad consistait justement à améliorer l'approvisionnement en argent.

Quand je me suis présentée au comptoir d'une seconde banque, on m'a dit que les retraits étaient limités à 50 toman (environ 50 dollars américains). De toute évidence, beaucoup de gens retiraient de l'argent en même temps pour leurs achats des fêtes de fin d'année. Ni les menaces militaires ni les sanctions économiques ne semblaient diminuer leur envie de faire la fête. Et s'il est vrai que les États-Unis sont engagés dans une guerre psychologique contre l'Iran, alors il faut bien constater que ce sont les fêtes du nouvel an qui ont remporté la première bataille.

L'auteure enseigne au Centre for developing Areas Studies à l'Université McGill

La version intégrale de cet article est disponible sur le site d'Alternatives, au www.alternatives.ca

Danemark

Les raisons de la colère

Six cent quatre-vingt-dix arrestations. Plus de trois millions de dollars de dommages. C'est le bilan de trois journées d'émeutes survenues au début du mois de mars dans les rues de Copenhague, la capitale du Danemark. Trois jours qui ont mis l'Europe à l'envers, à cause de la fermeture d'une maison de jeunes. Mais pas n'importe laquelle.

FRÉDÉRIC DUBOIS

BERLIN — En danois, *ungdomshuset* signifie « maison des jeunes ». Or, des maisons de jeunes, il y en a partout en Europe. Qu'avait donc de particulier celle qui se trouvait au numéro 69, rue Jagtvej, à Copenhague, pour que des jeunes soient prêts à combattre aussi férocement pour la sauver? Tout bien considéré l'*Ungdomshuset* représentait deux choses. D'abord, elle constituait un lieu historique de la gauche danoise et européenne. Mais surtout, la maison de la rue Jagtvej s'était imposée depuis 1982 comme un centre de pèlerinage de la scène alternative de ce coin de l'Europe du Nord.

Petit retour en arrière. Il y a 25 ans, lorsque le maire de Copenhague attribua le droit d'utilisation de cette villa municipale à une bande de squatters, il agit dans un esprit de tolérance et de compréhension pour les marginaux de sa ville.

Bien plus encore, il flairait le bon coup politique. Grâce à la *Ungdomshuset*, on espérait concentrer les frustrations et la contre-culture danoise dans un espace restreint du quartier multiethnique et populaire de Noerrebro.

Le squat se métamorphose très vite en centre culturel alternatif, géré de manière autonome. Il accueille au passage des musiciens de la trempe de Nick Cave et Björk, en plus de devenir le refuge des luttes politiques et sociales des années 1980 et 1990.

L'importance historique de la maison du 69 rue Jagtvej remonte toutefois au début du vingtième siècle. Dès cette époque, des syndicalistes, des communistes, des sociaux-démocrates ou des féministes s'y retrouvaient souvent. En 1910, sous la gouverne de Clara Zetkin, c'est même là qu'une conférence rassemblant 100 femmes de 17 pays différents déclare le 8 mars Journée internationale de la femme. L'une des participantes, la sociale-démocrate danoise Nina Bang deviendra d'ailleurs la première femme à occuper un poste de ministre, celui de l'éducation, en 1924.

De la maison des jeunes à la maison du père ?

Mais tout va changer à partir de 1999. Dans la paisible Copenhague, la mairie cherche à vendre la maison des jeunes. Au départ, deux acheteurs jugés peu sérieux sont mis de côté, notamment une secte religieuse du nom de Faderhuset (maison du père). Puis, la même année, c'est le coup de théâtre. Une association fait l'acquisition du bâtiment, pour le revendre aussitôt à la secte Faderhuset. Contre toute attente, le haut lieu de la culture alternative va



revenir à un groupe religieux d'extrême droite, farouchement antiques et défenseur des idées créationnistes!

Les « alternos » deviennent nerveux. À Copenhague, les manifestations pacifiques se multiplient. Le 14 décembre 2004, les jeunes encaissent un premier revers lorsque la justice donne raison à l'acheteur et que le contrat de vente est jugé valide. Mais les occupants n'abandonnent pas. Avec l'appui de syndicats et de sympathisants, ils vont contre-attaquer. Le 18 décembre 2006, ils déposent une contre-offre d'achat deux fois plus élevée que l'offre initiale.

Rien à faire. La municipalité refuse. Il est probable que l'expulsion des jeunes est déjà planifiée. L'affaire connaît finalement son dénouement le 1^{er} mars, lorsque les forces antiterroristes débarquent en force pour prendre possession

des lieux. Des hélicoptères et des grues sont même utilisés. À Copenhague, les affrontements de rue vont durer plusieurs jours. Et la colère des « alternos » s'étend à d'autres villes. Des accrochages sont signalés dans plusieurs villes, notamment à Hambourg, à Hanovre, à Berlin, à Oslo, à Tel Aviv. À Lyon et à Venise, les consulats danois sont même occupés par des « autonomes ».

Victoire de la propriété privée sur le patrimoine culturel ?

On peut dire que la *Ungdomshuset* a été victime de la spéculation immobilière et des dures lois du marché. Mais l'argument purement économique ne convainc pas totalement. Peu de temps avant l'opération policière, un projet de relance de la maison de jeunes était d'ailleurs encore en discussion. En fait, pour des raisons plus ou moins obscu-

res, la mairesse sociale-démocrate de Copenhague, Jytte Ritt Bjerregaard, a préféré la confrontation avec les jeunes, tout en se disant prête à fournir un autre édifice aux jeunes de l'*Ungdomshuset*.

Petite nuance qui en dit long, la future maison ne pourra plus être autogérée. Autant dire qu'elle sera méconnaissable. Dans ces circonstances, on peut comprendre que les jeunes aient perçu l'attitude de la mairie comme une agression en règle contre leurs idées et leur mode de vie. Plus qu'une simple anecdote, leur défaite soulève plusieurs questions légitimes sur la tolérance dans nos sociétés.

Au Danemark, peut-être faut-il chercher une partie de la réponse jusque dans le climat politique? N'est-il pas dominé depuis des années par les idées simplistes d'une coalition politique gouvernant grâce l'appui d'un parti d'extrême droite?

Reste que l'affaire représente d'abord le triomphe d'une façon de faire autoritaire qui marginalise davantage les jeunes. Aujourd'hui, comme pour mettre de l'huile sur le feu, le nouveau propriétaire de l'immeuble incarne tout ce qui révoltait les jeunes de l'*Ungdomshuset*. Difficile de ne pas y voir un symbole. On a livré un haut lieu de résistance culturelle et politique du Danemark et de l'Europe à une secte rétrograde. *Ungdomshuset* n'existe plus depuis le 6 mars. Des travailleurs cagoules l'ont mis à plat sous le regard incrédule de centaines de jeunes.

Une « maison du père » sera érigée sur son emplacement.



Soirée bénéfique pour le
1^{er} Forum social québécois
Jeudi 26 avril à 21 h à La Tulipe

Un grand rassemblement festif
avec musique, cirque, danse, etc.
Billets 12 / 15\$

Info : 514.982.6606 poste 2239
info@forumsocialquebec.org
www.forumsocialquebec.org

BILLET

Le Canada doit réviser sa politique en Palestine



Pierre Beaudet

Depuis plus d'un an, le gouvernement canadien a pratiquement coupé les vivres aux Palestiniens des territoires occupés (l'aide humanitaire a été maintenue cependant). De concert avec l'administration Bush et le gouvernement israélien, cette politique a été conçue pour « punir » les Palestiniens d'avoir élu majoritairement et démocratiquement le Hamas, un mouvement qui se réclame à la fois du nationalisme et de l'islam politique.

Or ce boycott est catastrophique pour la population. À Gaza où la situation est encore plus grave, plus de 75 % des gens n'ont plus d'emploi. Selon l'Agence des Nations unies responsable des territoires occupés (UNWRA), 70 % des gens vivent sous le seuil de la pauvreté, incapables de subvenir à leurs besoins fondamentaux, y compris en matière de nourriture.

Ce sont les enfants de moins de 15 ans, qui composent la majorité de cette population, qui sont le plus affectés. L'accès à l'école et aux soins de santé est devenu aléatoire, en bonne partie à cause de l'implosion de l'administration publique. En effet, les salaires des enseignants et du personnel de santé, de même que ceux de l'ensemble des 140 000 employés de l'État, ne sont pratiquement plus payés.

Les Palestiniens tentent de se réorganiser

À la suite de négociations ardues ces dernières semaines, les principales factions palestiniennes, dont le Fatah et le Hamas, sont convenus de mettre en place un nouveau gouvernement d'unité nationale. D'une part pour mieux gérer la crise humanitaire actuelle. D'autre part pour mettre fin aux combats interpalestiniens qui ont ensanglanté les territoires depuis quelques mois. La levée du boycott par les pays donateurs est une condition indispensable pour que ce projet réussisse. C'est dans ce sens que plusieurs pays européens, dont la Norvège, la Suède et la France, ont commencé à discuter avec les autorités palestiniennes pour remettre en place les programmes d'aide.

Washington et Tel-Aviv disent non

Pour le moment cependant, les deux principaux joueurs refusent de discuter avec les Palestiniens pour dénouer l'impasse. L'administration américaine répète que les Palestiniens doivent accepter sans nuance les conditions déjà connues, à savoir, la reconnaissance par le Hamas de l'État d'Israël, l'arrêt de la résistance militaire et le respect des accords antérieurs. Cette position dure ne cadre pas avec l'approche adoptée par les pays arabes et par le président palestinien. Ces derniers voudraient plutôt apaiser la crise actuelle, en permettant aux Palestiniens de souffler et d'intégrer le Hamas au processus politique. Comme l'affirme Khaled Maschal, le chef politique du Hamas : « La réalité est qu'Israël existe sur le territoire palestinien. C'est un fait qu'il va demeurer un État nommé Israël. »

Un changement est nécessaire à Ottawa

Le boycott de l'autorité palestinienne décrété depuis un an a beaucoup fait de mal. Les projets d'aide annulés (dont le budget totalisait environ 25 millions de dollars par année) sont indispensables pour améliorer le sort des jeunes et des moins jeunes, et aussi pour encourager la reprise d'un véritable dialogue palestinien-israélien. Dans le passé, le Canada a agi dans ce sens sur une base indépendante. Tout en mettant au premier plan la sécurité d'Israël, le gouvernement canadien s'était alors engagé du côté des Palestiniens, notamment en appuyant la mise sur pied d'un État palestinien sur les territoires occupés en 1967. À plus ou moins long terme, la solution pacifique au conflit est envisageable sur la base d'un principe clair et simple : « La paix contre les territoires. »



Gil Courtemanche

Tsunami politique

Toujours dangereux de réagir à chaud quelques heures seulement après les résultats d'une élection aussi fascinante que celle du lundi 26 mars au Québec. Mais, allons-y car il me semble que quelques évidences lourdes de conséquences se dégagent.

Deux chiffres en premier : 50 % et 28 %. Le premier, c'est l'intention de vote des Québécois pour le PQ quelques semaines après l'élection de d'André Boisclair à la tête de ce parti. 28 %, c'est le vote pour le PQ d'André Boisclair après moins de deux ans de leadership. On pourrait excuser cette descente aux enfers si l'adversaire avait eu un regain de vie, avait soulevé les foules, modifié la Constitution de 1982. Rien de cela ne s'est produit. Près des deux tiers des Québécois étaient insatisfaits du gouvernement Charest quand André Boisclair a été choisi et la même proportion entretenait un sentiment identique la veille du vote.

Face à un des gouvernements les plus impopulaires de l'histoire du Québec, André Boisclair a laissé glissé puis s'évanouir 22 % d'appuis. Voilà le jugement des Québécois sur l'homme, pas sur le PQ, car il n'y a pas eu de campagne du Parti québécois. On a fait une campagne Boisclair, à l'image de l'homme qui est nulle part, un peu à gauche, un peu au centre et pourquoi pas à droite si quelques votes s'annoncent. Pour comprendre la vacuité politique et intellectuelle de cet homme, il fallait écouter son discours le soir de la défaite. Son parti atteignait un plancher historique et il n'a rien dit. Pas une phrase de réflexion, pas un seul aveu de questionnement, pas une mise en garde, juste quelques phrases creuses d'encouragement.

Cela est anecdotique et ponctuel mais décrit bien l'homme. Pour le Parti québécois, il y a pire et de cela, c'est le parti qui est responsable. Les péquistes ne sont plus les dépositaires exclusifs du sentiment national et de la protection de l'identité, c'est maintenant surtout l'ADQ. Le PQ a toujours refusé de regarder la vérité en face. Ses dirigeants ont toujours su que seuls 30 % des Québécois étaient de véritables indépendantistes, mais ils ont fait comme si, et ont surfé sur l'idée du pays en négligeant l'idée des régions, des classes moyennes, des familles, des courants conservateurs profonds dans la société. L'idée du pays devait aplanir toutes les différences.

Cette forme de pensée magique rattrape le parti aujourd'hui et il le paie cher. Presque tous les comités qui ont élu un député adéquat ont voté « Oui » au dernier référendum et le parti de Mario Dumont est devenu le premier parti chez les francophones. Voilà la pire défaite d'André Boisclair et du Parti québécois.

ALTERNATIVES
DIRECTRICE GÉNÉRALE : Marie-Hélène Bonin
RESPONSABLE DES COMMUNICATIONS : Jean-Simon Gagné

MONTREAL - 3720, avenue du Parc, bureau 300, Montréal (Québec) H2X 2J1
Tél. : (514) 982-6606 Fax : (514) 982-6122

QUÉBEC - 266, rue Saint-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2
Tél. : (418) 521-4000 Fax : (418) 521-4000

Courriel : commentaires@alternatives.ca • Site Internet : www.alternatives.ca

Ce journal est produit par Alternatives, réseau d'action et de communication pour le développement international, en partie grâce à l'appui financier de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Le contenu n'engage en rien ce dernier organisme. Tirage : 50 000 exemplaires. Le journal Alternatives est distribué de façon indépendante et ce numéro est publié dans l'édition du 28 mars 2007 du quotidien *Le Devoir*. La reproduction des textes est autorisée. Veuillez mentionner la source. Les points de vue exprimés par les auteurs n'engagent que ceux-ci.

COORDINATION ET RÉDACTION : Jean-Simon Gagné - COMITÉ DE RÉDACTION : Pierre Beaudet, Vincent Fournier, Ève Gauthier, France-Isabelle Langlois, François L'Écuyer, Jean-François Millette, Fred A. Reed, Julie Routhier, Tania Vachon - CHRONIQUES : Normand Baillargeon, Pierre Beaudet, Gil Courtemanche, Francis Dupuis-Déri, Ariane Émond, David Homel, Naomi Klein, Judy Rebick et Michel Warschawski - RÉVISION ET CORRECTION DES TEXTES : Gilles McMillan - INFOGRAPHIE : Brigitte Beaudet - CARICATURE : Boris



Champ libre

Les Afghans pris entre deux feux

FEROZ MEDHI

KABOUL — Quand le président afghan Amid Karzaï accuse le gouvernement du Pakistan de soutenir les talibans, il dit tout haut ce qu'une majorité d'Afghans pensent tout bas. Et ses accusations ne peuvent malheureusement pas être rejetées du revers de la main.

À l'époque, le support fourni au régime des talibans par une partie de l'armée et des services secrets pakistanais ne constituait un mystère pour personne. Dès le début des années 90, le Pakistan s'était d'ailleurs empressé de reconnaître officiellement le régime taliban. Cet appui se poursuivrait plus ou moins discrètement aujourd'hui.

« Tant que le Pakistan ne cessera pas de soutenir les talibans, les troupes étrangères continueront à couper les branches de l'arbre, plutôt que de s'attaquer aux racines », commente Ihsanullah Dileri, qui travaille au sein des communautés rurales des provinces de Farah, Ghazni, Kaboul et Logar. Comme à peu près tout le monde, il ne sait plus trop ce que les troupes étrangères devraient faire...

En fait, comme tous les Afghans, Ihsanullah se pose la question. Est-ce que les troupes étrangères doivent quitter le pays ? Après mûre réflexion, il estime qu'elles ne devraient pas partir tout de suite. Pour lui, les troupes étrangères servent d'abord à « occuper » les talibans, fournissant ainsi à la population afghane un espace pour travailler et pour vivre.

« Si seulement je pouvais mettre des mots sur la cruauté et les pratiques inhumaines des talibans lorsqu'ils étaient au pouvoir! explique-t-il. Si les soldats étrangers s'en vont, le régime politique actuel est condamné, parce qu'il n'existe pas de structure interne assez forte pour les empêcher de revenir. »

Mais cela ne signifie pas qu'Ihsanullah entretienne beaucoup d'illusions sur les discours des occidentaux. Par exemple, il se demande comment ils peuvent prétendre qu'ils assurent le développement du pays alors que la plus grande partie de l'aide étrangère est siphonnée par les opérations militaires. Difficile à croire, mais on estime qu'à peine 13,5 % de l'aide étrangère est consacrée à des projets de développement!

Ce genre d'absurdité, Dermal Mukamil, qui travaille comme directeur de contrats avec les Nations unies peut en parler longuement. « Nous avons obtenu le deuxième contrat en importance pour construire une route, raconte-t-il. Une affaire

de 400 millions de dollars. Mais ne vous y trompez pas. La route va servir aux mouvements des troupes le long de la frontière avec le Pakistan. »

Pour sa part, un homme âgé du village de Paghman, dans le district de Kaboul, ne cache pas sa frustration devant l'incapacité du gouvernement et de la communauté internationale à donner du travail aux jeunes. « Les jeunes sans emploi risquent d'être attirés par les talibans, à cause du salaire, » affirme-t-il.

À Kaboul, la rareté des nouvelles constructions ou des bâtiments récemment rénovés laisse songeur. Depuis 2004, rien ne semble avoir changé dans la capitale afghane : les mêmes bâtiments décrépis, les mêmes coupures de courant, et toujours le même parcours du combattant pour circuler sur la route qui relie la ville et l'aéroport.

Comme si cela n'était pas suffisant, il est fréquent que des soldats étrangers un peu trop nerveux tirent sur des civils. Cela contribue à propager le sentiment de colère parmi la population.

« Au moment des élections et de la formation du gouvernement, les espoirs étaient très grands, raconte Ihsanullah Dileri. Nous espérions tous qu'avec l'aide financière promise lors des accords de Bonn le pays pourrait rebâtir ses infrastructures et jeter les bases d'une démocratie. Mais aujourd'hui, les gens ne voient pas de véritables signes de développement. »

Toofan, un architecte qui travaille pour une compagnie de construction turque, raconte lui aussi le même genre d'histoires. « À la formation du gouvernement Karzaï, le niveau d'optimisme était très élevé. Notre compagnie avait beaucoup de boulot. » Maintenant, il raconte qu'il a perdu espoir. Il croit même que l'année 2007 verra la fin de leurs opérations. « Une fois de plus, nous marchons dans le noir, sans savoir dans quelle direction », conclut-il.

Les Afghans doivent composer avec les troupes étrangères et les talibans, les deux côtés d'une même médaille. Alors qu'importent les bonnes intentions des mouvements pacifistes du monde entier qui réclament le retrait des troupes étrangères de l'Afghanistan ? N'est-ce pas d'abord l'opinion du peuple afghan qui doit prévaloir ?

L'auteur est chargé de projet au Moyen-Orient et en Asie au sein d'Alternatives. Il revient d'un séjour de plusieurs semaines en Afghanistan.

Abonnez-vous au journal Alternatives !

EN VOUS ABONNANT, POUR SEULEMENT 25 \$ PAR ANNÉE, vous contribuez à soutenir l'équipe d'un journal qui travaille à vous offrir une information différente et de qualité.



alternatives
LE JOURNAL

Envoyez ce coupon avec un chèque à :
JOURNAL ALTERNATIVES
3720, avenue du Parc
bureau 300, Montréal
(Québec) H2X 2J1

Nom

Adresse

Ville

Code postal

Téléphone

Courriel

Alternatives, c'est beaucoup plus qu'un journal! Pour en savoir plus : www.alternatives.ca

L'éthanol : trop tôt pour donner le feu vert

Dans la course contre la montre pour trouver une alternative au pétrole, un carburant semble se détacher du peloton : l'éthanol. Solution miracle pour les uns, catastrophe écologique pour les autres, il fait l'objet de bien des convoitises...

BENOÎTE LABROSSE

Premier de deux articles

L'éthanol, c'est d'abord l'affaire du Brésil et des États-Unis. À eux seuls, les deux pays en produisent annuellement plus de 30 milliards de litres. Environ 70 % de la réserve mondiale! De quoi remplir 16 fois le stade olympique. Les deux géants de la production de cet alcool à fort indice d'octane viennent d'ailleurs d'unir leurs efforts avec un accord de coopération, signé en grande pompe, le 9 mars, à São Paulo, par les présidents George Bush et Luiz Inácio Lula da Silva.

Selon plusieurs spécialistes, l'accord américano-brésilien ouvre la voie à une future « OPEP de l'éthanol ». L'analogie avec le célèbre cartel du pétrole semble bien choisie. Car si l'objectif d'un développement conjoint de la filière éthanol demeure la réduction de la dépendance au pétrole, il reste à savoir quelles sont les vertes réelles de cette énergie dite « verte », qu'on peut produire à partir de tout ce que contient du sucre ou des matières convertissables en sucre, tels le maïs, la canne à sucre, le blé ou encore la betterave. Comme il ne contient pas d'eau, l'éthanol s'incorpore aisément à l'essence traditionnelle pour en réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES).

Tous les véhicules vendus en Amérique du Nord depuis les années 1970 peu-

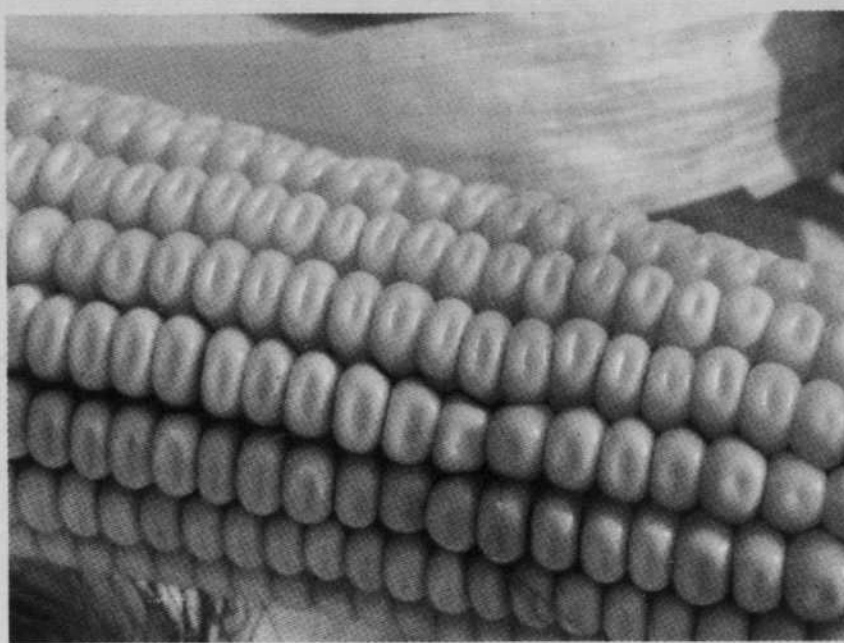
vent rouler avec de l'essence contenant jusqu'à 10 % d'éthanol (E10). De quoi réduire de 3 à 4 % les GES. Pas surprenant que dans leur discours, les dirigeants mettent surtout de l'avant les vertus environnementales de cette énergie dite « verte » utilisant des ressources renouvelables et facilement accessibles.

Mais l'éthanol possède aussi un côté plus sombre. Le responsable de la campagne OGM de Greenpeace Canada, Éric Darier, juge même que les gouvernements qui en font la promotion aveugle se rendent coupables de « greenwashing, une forme de propagande gouvernementale verte pour faire passer des mesures avant tout économiques ». Selon lui, le développement de la filière étatsunienne de l'éthanol ne découle pas d'une quelconque volonté écologique, mais plutôt... de la fermeture des marchés européens au maïs génétiquement modifié, au début de la décennie.

M. Darier explique qu'après le boycott européen, il a fallu que le gouvernement américain vienne en aide aux états de la Corn Belt — l'Iowa, l'Indiana, l'Illinois et l'Ohio — dans laquelle se retrouve la moitié de la production de « blé d'Inde » du pays. « Au départ, c'était pour aider les producteurs de maïs à diversifier le marché après une surproduction qui a fait baisser les prix », juge ce spécialiste des OGM. L'éthanol de maïs semblait alors une solution indiquée, surtout qu'il permet au passage à l'Onclé Sam de soigner son image de héros de la défense de l'environnement.

Toutefois, si l'on se fie aux récentes publications du professeur David Pimentel, de l'université étatsunienne de Cornell, l'éthanol de maïs est loin d'être aussi écologique qu'il en a l'air. En fait, c'est plutôt le contraire. « La production de maïs aux États-Unis érode le sol 12 fois plus rapidement qu'il ne peut se régénérer. Et elle draine la nappe phréatique 25 % plus rapidement que son taux de renouvellement naturel. »

Certains des effets secondaires de l'éthanol seraient probablement plus suppor-



tables si le carburant avait une balance énergétique positive. Autrement dit : l'éthanol serait avantageux si sa combustion générerait davantage d'énergie qu'il n'en faut pour le produire. Mais ce n'est pas le cas. La majorité des chercheurs s'entendent même pour dire que la production d'éthanol nécessite 30 % plus d'énergie qu'elle n'en génère! De surcroît, comme le fait remarquer le professeur Pimentel, presque toute l'énergie utilisée par les cultivateurs est d'origine fossile, ce qui annule une bonne partie des effets positifs recherchés. Sans parler des pesticides utilisés par les agriculteurs.

Chez nos voisins du Sud

Au Brésil, la situation est quelque peu différente. D'abord, l'éthanol y est utilisé depuis 1925. De plus, il est fortement subventionné depuis la crise pétrolière de 1973. Produit à partir de la canne à sucre, l'éthanol brésilien est moins taxé que l'essence et il fait rouler huit voitures neuves sur dix. L'essence mixte contient jusqu'à 85 % d'éthanol (E85), un carburant qui convient à des moteurs spéciaux - dits flex fuel ou polycarburants - de plus en plus populaires. De tels moteurs per-

mettent de réduire des trois quarts les émissions GES des véhicules.

À première vue, la canne à sucre produit un meilleur rendement énergétique. Elle est aussi moins dommageable pour les sols que le maïs. Elle a néanmoins « des effets pervers différents » aux dires d'Éric Darier, qui considère que « le pire est la compétition instaurée avec l'agriculture alimentaire ». En effet, la demande croissante pour la canne à sucre fait augmenter le prix des denrées de base. Cela pourrait rapidement mener à des crises alimentaires semblables à la célèbre crise de la tortilla, causée par la flambée des prix du maïs au Mexique.

Les agriculteurs brésiliens consacrent de plus en plus de ressources et de terres cultivables à la production de canne à sucre, délaissant les cultures vivrières. Les fermiers des États-Unis pourraient d'ailleurs être confrontés au même dilemme. David Pimentel, de l'Université Cornell, a calculé qu'« environ 97 % du territoire des États-Unis devrait servir à la culture de maïs » si toutes les automobiles

du pays fonctionnaient à l'éthanol pur!

Comme ce scénario apparaît invraisemblable, l'accord américano-brésilien du mois dernier prépare le terrain pour une importation massive d'éthanol aux États-Unis. Il annonce donc une expansion substantielle des 6,4 millions d'hectares des terres brésiliennes qui sont actuellement dévolues à la culture de la canne à sucre, ce qui effraie l'environnementaliste brésilien Fabio Feldman. L'ancien membre du Congrès brésilien, qui a lui-même milité pour la cause de l'éthanol, a récemment confié au journal britannique *The Independent* que « certaines plantations de canne à sucre ont la superficie d'États européens et que ces vastes monocultures ont remplacé d'importants écosystèmes », affectant irrémédiablement la biodiversité du pays.

Éthanol ou pas, le Brésil n'a rien d'un pays modèle en matière de respect de l'environnement. À preuve, malgré la réduction des GES attribuable à l'utilisation de carburant à base de canne à sucre, le pays reste le quatrième producteur mondial de gaz carbonique. La principale cause de cette mauvaise performance reste la diminution constante de la superficie de la forêt amazonienne, à laquelle contribue sans aucun doute l'expansion du marché de l'éthanol de canne à sucre.

Tous ces effets secondaires font dire à Fabio Feldman que « l'éthanol peut constituer une bonne façon de combattre le réchauffement climatique, mais qu'il faut s'assurer que nous ne créons pas simultanément un problème pire que celui que nous tentons de régler ». Il estime qu'il appartient aux scientifiques d'examiner des productions d'éthanol plus écologiquement rentables, qui pourraient être commercialisées à grande échelle, d'ici peu.

De là à dire que les géants de l'éthanol s'y convertiraient avec empressement, il y a un pas que personne ne devrait se hasarder de franchir...

Le mois prochain : L'éthanol canadien et les nouvelles techniques de production.

BOLIVIE

SUITE DE LA UNE

considérée comme un stupéfiant par le Bureau des Nations unies contre la drogue et le crime. En Occident, on l'associe inmanquablement à la cocaïne, son puissant dérivé. Tout cela même si la feuille de coca ne contient que de très faibles quantités de l'alkaloïde cocaïne, l'élément qu'on extrait pour produire la drogue.

Dans les faits, une chique de 12 grammes de coca permet d'ingérer l'équivalent de 60 mg de cocaïne. Mais comme l'absorption est très lente, l'effet sur le corps est assez limité. L'euphorie recherchée par les cocaïnomanes ne se produit pas, selon Hilde Spielvogel, principale auteure de l'étude publiée dans le *Journal of Physiology*. « C'est dommage qu'il y ait tant de désinformation à propos de la coca. Dans les études que nous avons faites, nous n'avons rien trouvé de dangereux [...] La coca n'est pas plus une drogue que le café. L'effet de la coca est même très semblable à celui du café, mais sans produire de l'acide dans l'estomac », explique-t-elle.

De la coca à la présidence

On le devinera, la lutte contre la drogue menée par Washington, depuis les années 1980, n'est pas très populaire en Bolivie. Même le caporal Chambi, dont le travail consiste à détruire des plantations de coca, semble avoir des réserves. « S'il y a de la demande pour la cocaïne, il y aura toujours de l'offre. Et la demande, elle ne vient pas d'ici. Les Boliviens ne consomment pas la cocaïne », dit-il.

En attendant la suite, la lutte contre la drogue a fait naître l'un des mouvements politiques les plus puissants en Bolivie : les *cocaleros*. Organisés autour d'une structure syndicale héritée de l'époque minière, ces producteurs de coca ont orchestré plusieurs révoltes populaires. Au point d'être en partie responsables de la démission de cinq présidents boliviens au cours des six dernières années.

Faut-il s'en étonner ? L'actuel président, Evo Morales, est lui-même un ancien *cocalero*. Tabassé, emprisonné et qualifié de narcoterroriste par Washington, Morales a continué de lutter pour la reconnaissance de la coca. Il est vite devenu le chef de file du mouvement. En 2001 à Cochabamba, il a entrepris une marche de 384 km vers la capitale devant des milliers de manifestants qui scandaient : « Vive la coca, mort aux Yankees ». Cinq ans plus tard, en décembre 2005, dans un revirement de situation totalement inattendu, le même Evo Morales a remporté les élections nationales. Avec 53,7 % des suffrages!

Devenu président, Morales a dû adapter quelque peu son discours. Il mène aujourd'hui une campagne internationale pour la décriminalisation de la coca sous la bannière : « Oui à la coca, non à la cocaïne. » Autrement dit, il tente de convaincre le monde que la coca n'est pas de la cocaïne, tout comme le raisin n'est pas du vin. L'enjeu n'est pas négligeable. Une éventuelle reconnaissance internationale permettrait à la Bolivie d'industrialiser et d'exporter

plusieurs produits à base de coca, comme des boissons énergisantes, du thé, de la farine et des cosmétiques.

« Nous exportons déjà à Cuba et au Venezuela », nous dit le porte-parole de la présidence, Alex Contreras. « Et nous comptons bientôt élargir notre marché à la Chine et à l'Afrique du Sud, qui sont particulièrement intéressées », ajoute-t-il. Selon lui, l'industrialisation de la coca s'inscrit dans la nouvelle stratégie de lutte contre la drogue du gouvernement Morales. « L'industrialisation utilisera les excédents de coca, qui n'iront plus au narcotraffic », explique-t-il.

Pour mener à bien son projet, le président Morales a fait passer le quota national de coca de 12 000 à 20 000 hectares, en décembre dernier. Du même coup, il a légitimé la production de milliers de paysans qui, comme Gregorio Udaeta, étaient jusqu'alors considérés comme des narcotrafiquants.

Il n'empêche. La Bolivie a un long chemin à parcourir pour rallier les États-Unis à cette nouvelle stratégie. Depuis l'annonce de l'augmentation du quota de coca, en guise de représailles, les États-Unis ont réduit leur aide de 25 % à la Bolivie pour le contrôle de la drogue. Un dur coup pour l'un des pays les plus pauvres d'Amérique du Sud, qui est aussi l'un des plus grands bénéficiaires per capita de l'aide américaine au monde.

Le président Morales se retrouve donc coincé entre la volonté de Washington et les revendications du mouvement *cocalero*, qu'il dirige encore. Jusqu'à maintenant, il a réussi à convaincre les syndicats d'éradiquer une certaine quantité de coca, espérant ainsi pouvoir sauver les liens commerciaux privilégiés avec les États-Unis. On estime que le commerce avec le partenaire américain assure un emploi à environ 100 000 Boliviens, en plus de permettre l'exportation de produits d'une valeur de 300 millions de dollars.

Mais revenons à la plantation de notre Gregorio Udaeta, où les soldats du caporal Chambi ont achevé la destruction de la récolte de coca. Tout s'est passé dans le calme. Même que le caporal ne cache pas sa satisfaction. « Avant, c'était des commandos [qui détruisaient les plantations], explique-t-il. Nous étions masqués et il y avait souvent des confrontations violentes avec les paysans. »

Comble de l'ironie, au moment où les soldats s'apprennent à partir, Gregorio Udaeta leur tend un petit sac de coca, selon le rituel d'usage en Bolivie. Ce geste est central à toute une culture : on le fait par fraternité — comme les Occidentaux s'offrent un verre — mais aussi pour communiquer avec les ancêtres et la Pachamama, la Terre mère. Pour les soldats, qui viennent pourtant de détruire la plantation de coca du vieil homme, il ne saurait être question de refuser.

Cet article a été réalisé avec le soutien financier de l'ACDI.

C'est à notre tour...
de penser le Québec!



Forum social Québécois

23 - 26 août 2007

Participer au forum social québécois, c'est possible!
Il suffit d'inscrire votre activité en ligne dès maintenant!

Le FSQ est un espace inclusif d'échange, de discussion engagée, de réseautage, de participation citoyenne et collective ainsi que de construction d'alternatives afin de promouvoir un développement durable, juste, égalitaire et harmonieux du Québec.

La programmation est construite par l'ensemble des participants. Nous vous invitons à soumettre des propositions d'activités par le biais de notre site web en remplissant le formulaire d'inscription d'ateliers.

Venez faire entendre votre voix, investissez le FSQ!
Cet espace vous appartient!

<http://www.forumsocialquebec.org/2007>

DANS LE CADRE DU JOUR DE LA TERRE

Jardinons sur les toits!

Dimanche le 22 avril à 13 h
Marché Jean-Talon
Salle mandoline, 2^e étage

- Lancement du Guide pour réaliser son jardin alimentaire sur le toit
- Distribution de trousses de jardinage alimentaire « Prêt-à-pousser »
- Ouverture de la saison des jardins sur les toits
- Exposition de photos
- Et bien plus...!

Information : 514.982.6606 poste 2243

Alternatives



**Vous avez un poste à combler
au sein de votre entreprise?**

Le service d'employabilité d'Alternatives peut vous proposer des candidats, adaptés à vos exigences, pour une période allant jusqu'à six mois avec une subvention salariale.

INFORMATIONS

Khadija Mounib 514.982.6606 poste 2238
khadjiam@alternatives.ca

Changer le monde: quelle drôle d'idée?

Premier film-documentaire francophone
SUR LE FORUM SOCIAL MONDIAL

25 avril 2007 à 18 h 30

UQÀM, salle Marie-Gérin Lajoie - Informations :
www.changer_le_monde.fr ou 514.718.8688

LIVRES

ESSAI

Liban, une guerre de 33 jours

Sous la direction de Franck Mermier et Elizabeth Picard, La Découverte, Paris, 255 pages, 2007.

Ce livre panoramique, rédigé par deux des meilleurs experts français sur le Liban, parcourt les diverses dimensions de la guerre survenue l'été dernier. Pendant 33 jours, en effet, l'armée israélienne s'est efforcée de renvoyer le Liban « 25 ans en arrière », selon l'expression des généraux israéliens qui ont été responsables de l'opération. Résultat, plus de 1200 morts, très majoritairement des civils, des milliers de blessés, une infrastructure anéantie, des dommages matériels, estimés par l'ONU à plus de 15 milliards de dollars. Et au-delà des terribles destructions, un pays durement secoué dans son identité, ses rêves, ses espoirs.

Au début, la guerre a été déclenchée par une opération de Hezbollah ayant mené à la capture de deux soldats israéliens sur un petit coin de territoire libanais, les fermes de Chebaa, le long de la frontière. Il faut dire que toute cette région est explosive. Jusqu'en 2000, l'armée israélienne occupait une grande partie du sud du Liban. Après des années de durs combats menés par la résistance libanaise, les Israéliens se sont finalement retirés, mais avec beaucoup d'amertume et de honte. Depuis, le gouvernement israélien rongeaient son frein en attendant son heure.

Selon deux journalistes du quotidien israélien Haaretz, l'opération de Hezbollah a servi de prétexte commode. Lors de sa comparution devant la commission d'enquête mise en place par le Parlement israélien, le premier ministre Ehud Olmert a affirmé que le plan d'attaque avait été approuvé quatre mois auparavant. Pour sa part, le chercheur français Alain Dieckhoff, un des coauteurs du bouquin *Une guerre de 33 jours*, estime que l'objectif israélien était de « rétablir une capacité de dissuasion qui aux yeux des responsables militaires israéliens avait été sérieusement entamée après les deux retraits unilatéraux du Liban-Sud et de Gaza ».

On le sait maintenant, cette guerre a été un autre fiasco pour Washington et Tel-Aviv. Certes depuis, l'administration Bush essaie de réparer les pots cassés en manipulant la crise libanaise pour marginaliser Hezbollah. Mais celui-ci est ressorti de la guerre encore plus fort. Selon Elizabeth Picard, non seulement le Hezbollah a-t-il reconstitué ses capacités militaires, mais « il est en mesure de mettre la force de l'ONU en difficulté face à Israël. Ayant marqué sa distance avec Damas, souligné la différence de ses intérêts avec ceux de Téhéran et confirmé sa solidarité avec le Hamas, le Hezbollah s'est désormais imposé comme un acteur incontournable de la scène proche-orientale, dans la guerre ou la négociation ».

Entre-temps, souligne Sami Makki, « une cassure s'est produite entre la société israélienne et ses institutions. L'armée a été tenue en échec, ce qui est difficilement supportable. Dans ce climat instable, le gouvernement pourrait refuser l'équilibre précaire imposé de l'extérieur tandis que l'opinion publique pourrait inciter l'armée à frapper plus fort lors d'une prochaine intervention. Pourtant, l'histoire des guerres indique que pour Israël, la réponse militaire ne peut en aucun cas apporter une solution durable ».

PIERRE BEAUDET

ESSAI

État des résistances dans le Sud - 2007

Syllepse, Alternatives Sud, N°4, 238 pages, 2006.

Les luttes des pauvres font moins parler d'elles que la « lutte contre la pauvreté », menée tambour battant par la communauté internationale et par la plupart des ONG. Sans doute font-elles moins recette... Pourtant, depuis les « mobilisations contre la vie chère », à Niamey, jusqu'aux luttes des paysans de l'Inde contre le dumping des produits agricoles, en passant par les campagnes contre les privatisations des services publics à Santiago, Montevideo ou Johannesburg, les « perdants » de la mondialisation résistent et font entendre leur voix.

Au cours des années précédentes, les collaborateurs d'Alternatives Sud nous avaient proposé des textes plus théoriques sur les différentes formes de résistance au néolibéralisme et aux dictatures du Sud. Or, voilà que cette année, sous la coordination de Francois Polet, de l'institut belge CETRI, Alternatives Sud nous livre une trentaine de courts textes, beaucoup plus vulgarisés. On y présente, pays par pays, les principales luttes populaires, en y ajoutant plusieurs commentaires sur les tendances régionales.

Certains habitués de cette admirable collection (quatre publications par année) vont regretter l'absence des grandes analyses à la Samir Amin. D'autres vont apprécier l'authenticité des récits, l'idée de donner la parole à des acteurs des mouvements sociaux plutôt qu'aux grands experts altermondialistes. Enfin, on appréciera l'intérêt porté à des pays comme les Philippines, l'Indonésie, le Kenya ou le Botswana, souvent négligés par beaucoup d'éditeurs altermondialistes francophones.

Disponible au prix de 13 Euros, par virement ou carte de crédit, auprès du Centre tricontinental (CETRI), avenue Sainte Gertrude 5, B-1348 Louvain-la-Neuve, Belgique. www.cetri.be

ADAM NOVAK

ESSAI

Rwanda : une guerre noire

Gabriel Périès et David Servenay, La Découverte, Paris, 415 pages, 2007.

Au terme de quatre années d'enquête, les auteurs de Rwanda, une guerre noire pointent les responsabilités des grandes puissances occidentales, et plus particulièrement celles de la France, dans les événements ayant conduit au génocide de 1994. Gabriel Périès et David Servenay s'intéressent tout particulièrement aux liens entre le génocide et les concepts de la guerre révolutionnaire développés en France, au cours des décennies précédentes.

La guerre révolutionnaire, les auteurs la définissent comme une doctrine d'emploi et d'organisation préventive des forces armées pour établir un implacable contrôle « militaro-politique » des populations. Pour eux, le génocide rwandais n'a constitué qu'une sorte d'aboutissement de ces théories dans lesquelles toutes les forces d'une société doivent être mobilisées pour mater la subversion. Faut-il s'en étonner ? ce modèle, élaboré à partir des années 50, avait servi à former la plupart des élites militaires des pays de l'Afrique francophone au lendemain des indépendances.

« Cinquante années ont été nécessaires pour arriver au grand œuvre rwandais de 1994, écrivent les auteurs. Le temps de digérer la notion de guerre révolutionnaire, forgée durant les guerres de décolonisation françaises. » De fait, les rappels historiques et la mise en contexte effectués par les auteurs Périès et Servenay permettent de comprendre les impacts de ces théories militaires sur l'ensemble du continent africain. Pas seulement au Rwanda, même si c'est là que la pire catastrophe surviendra.

L'ouvrage de Gabriel Périès et David Servenay apparaît très dense, très fouillé, au point d'être aride par moments. Mais cela ne diminue en rien la qualité d'un livre qui s'impose comme une référence. *Rwanda : une guerre noire* nous ramène aux sources du génocide rwandais. Il apporte un éclairage intéressant sur l'application catastrophique des théories élaborées par les dirigeants militaires français sur plusieurs décennies.

Pour ceux qui ne sont pas familiers avec le contexte rwandais, ce livre est important. Il ne se contente pas de revenir sur les faits qui ont conduit à un moment particulièrement sombre de l'histoire de l'humanité. Il replace les atrocités dans un contexte global où les victimes du génocide ne sont pas uniquement des opprimés d'un conflit national mais aussi les victimes d'une doctrine de guerre, soigneusement pensée et planifiée.

FRANÇOIS COULOMBE



La Malédiction de Constantin

Les experts prédisent que dans un avenir rapproché la Turquie sera touchée par un séisme dévastateur. Un roman d'anticipation turc, *La Malédiction de Constantin*, imagine la catastrophe, sans oublier d'y ajouter les ondes de choc politiques. Captivant.

FRANCE-ISABELLE LANGLOIS

Le 17 août 1999, un tremblement de terre d'une magnitude de 7,4 sur l'échelle de Richter secouait la Turquie, faisant près de 17 000 morts et des centaines de milliers de sans-abri. Le pays avait dû faire appel à l'aide internationale pour dégager les gens enfouis sous les décombres. Mais dans *La Malédiction de Constantin*, de la journaliste turque, Mine G. Kirikkanat, il ne s'agissait que d'un avant-goût d'une plus grande catastrophe à venir.

Nous voilà projetés dans un avenir pas très lointain. L'Union européenne possède ses propres services secrets et elle peut faire contrepoids aux Américains. La Turquie est toujours candidate à l'Union. Féridé, une journaliste turque, a rendez-vous dans un hôtel parisien avec son amant, un militant kurde. Mais ce dernier est assassiné, pratiquement dans ses bras.

L'héroïne prend le premier train pour Bruxelles, déterminée à aller chercher l'aide de son ami Sinan Laforge, un Turco-français attaché à la Commission européenne. C'est alors qu'elle apprend qu'Istanbul a été victime d'un double tremblement de terre. Les rares images disponibles annoncent l'apocalypse.

Dans les couloirs du parlement européen, les tractations, les réunions et les autres plans d'urgence vont bon train. Il s'agit de barrer la route aux Américains afin que ces derniers ne puissent pas profiter de la situation pour étendre leur emprise sur le pays et sur ses ressources. Le ballet de l'aide internationale commence. Féridé s'embarque pour Istanbul avec un commando spécial, en compagnie de Sinan et d'un certain Daryal.

Difficile d'en dire plus sans éventer l'intrigue. L'auteure, Mine Kirikkanat, a été correspondante à Bilbao, à Madrid et à Paris pour divers journaux turcs. Connue pour ses positions proeuropéennes et anti-américaines, elle est également sans pitié pour le gouvernement turc et pour les islamistes.

L'auteur Gilles Perrault, qui signe la postface du roman, précise que M^{me} Kirikkanat est à la fois très populaire et très controversée dans son pays. « Elle vit en permanence avec une douzaine de procès que lui intentent policiers ou islamistes. [...] Elle a été licenciée de son journal par une direction qui la jugeait trop rude envers les islamistes. Depuis, elle a retrouvé une tribune. On lui a décerné à trois reprises le Prix du journaliste turc le plus courageux. »

Depuis 2005, M^{me} Kirikkanat est éditorialiste au quotidien turc Vatan et elle contribue à l'émission Kiosque sur TV5. Elle a publié à ce jour huit livres, dont deux ont été traduits en français. D'une manière générale, on peut dire que si Mine Kirikkanat n'a ni la langue



PHOTO: TV5

Connue pour ses positions proeuropéennes et anti-américaines, l'auteure Mine G. Kirikkanat, est également sans pitié pour le gouvernement turc et pour les islamistes.

dans sa poche ni froid aux yeux, elle ne s'enferme pas dans les fleurs du tapis. Autant à titre d'éditorialiste que de romancière.

Ainsi, dans *La Malédiction de Constantin*, l'amant assassiné du début n'a guère de signification dans l'histoire. Avec M^{me} Kirikkanat, les bons sont bons et les méchants sont méchants. Les Canadiens parlent un drôle de français, les gens tombent amoureux en se regardant dans les yeux et la guerre en Irak a certainement provoqué le tremblement de terre. Tous les Turcs mis en scène sont européanisés. Les islamistes sont curieusement absents. En revanche, les bonnes sœurs catholiques et françaises sont très présentes, de même que

la Croix rouge, alors que le Croissant rouge brille par son absence.

Enfin, le seul traître de l'histoire est Kurde. Malheureux « hasard », comme le souligne Gilles Perrault.

En bout de ligne, il faut bien avouer qu'il n'y a pas vraiment d'histoire. Pourtant, ça marche. Et ça marche vraiment. Un peu comme un livre d'Agatha Christie que l'on ne parvient pas à laisser tomber avant la dernière page, même si l'on sait que c'est tout et n'importe quoi. Le rythme est parfait, les personnages plutôt attachants. On pouvait espérer plus, mais il n'empêche, c'est comme du bonbon.

En définitive, l'idée de ce thriller géopolitique apparaît plutôt géniale : la Turquie, terrain de jeux pour plaques tectoniques, terrain de jeux de l'Europe et des États-Unis, terrain de jeux de l'aide internationale. Quant à la catastrophe ayant servi de base au roman, l'auteure n'a pas eu à s'éloigner de la réalité. Au cours des 75 dernières années, pas moins de 20 secousses d'une magnitude supérieure à six sur l'échelle de Richter ont ébranlé le pays.

Curieusement, on dit que le séisme de 1999 aurait rapproché d'un bon mètre la Turquie de l'Europe...

La Malédiction de Constantin, Mine G. Kirikkanat, traduction du turc par Valérie Gay-Aksoy, Paris, Métailié, 250 pages, 2006.



Post campagne

La campagne électorale qui vient de s'achever aura été une campagne de chefs en complets vestons, une campagne d'image et de peur contrôlée, de carotte tendue et de bâton qui dépasse. Les candidats et les candidates surtout auront été des ombres derrière l'un ou l'autre leader supposé rallier des troupes de plus en plus volatiles. En politique comme ailleurs, les femmes - sont perçues et se perçoivent encore comme des alliées, de brillantes exécutantes, de loyales collaboratrices. Sauf Françoise David, porte-parole nationale de Québec solidaire, qui a fait une campagne remarquable dans les circonstances, les voix féminines en politique ont été claires. Heureusement, quelques analystes étaient des femmes et débattaient avec passion des enjeux de la campagne. Mais on a bien peu évoqué combien les femmes et les minorités payaient souvent de leur liberté l'avancée des droites politiques, économiques ou religieuses. Tel est le fond de scène.

S'il n'y avait pas eu les montées de lait autour des accommodements raisonnables en janvier, jamais on aurait entendu nos leaders politiques défendre, en bombant le torse, le principe inaliénable d'égalité entre les hommes et les femmes. J'ai bien hâte de voir quel sera leur prochain prétexte pour chanter les vertus des relations hommes - femmes plus équilibrées. Le discours voulant que l'égalité soit chose faite et à jamais bétonnée s'est incrusté dans l'esprit des Québécois. On oublie que « ce qui a été fait, peut être défait ». L'histoire récente est remplie d'exemples de régression des femmes dans l'espace public et politique et pas qu'en Algérie, en Afghanistan, au Maroc, ou en Égypte... Sauf en Scandinavie, l'Europe tire douloureusement de la patte face à la parité, malgré des lois; l'Afrique compte surtout et par centaines de millions les femmes et de fillettes infectées par le SIDA et qui en mourront faute de traitement; enfin, la population de l'Asie accuse un déficit féminin (dû aux avortements sélectifs de fœtus filles) qui s'alourdit plutôt que de se résorber. Partout, à l'aube de XXI^e siècle, les femmes ne font pas encore le poids.

Soixante-sept ans après la fin de la longue bataille pour le droit de vote chez nous, la présence des femmes en politique baisse, comme celle des femmes dans les carrières scientifi-

ques; sur les conseils d'administration et à la direction des grandes institutions, la résistance est féroce à les voir installer leurs tailleurs colorés. Bref, partout où leurs voix compteraient et pourraient avoir une influence sur les décisions. Les boys clubs traditionnels sont en train de serrer les rangs, j'en ai bien peur. Au moment où j'écris ces lignes, à trois jours du scrutin, je suis très inquiète de la répartition finale à l'Assemblée nationale. [NDLR, la nouvelle Assemblée nationale compte 31 femmes députés, soit moins qu'au lendemain des élections d'avril 2003.]

Le désengagement des citoyens, hommes et femmes, face à la politique active, est en train de jouer de bien mauvais tours à notre démocratie. L'exacerbation des antagonismes régionalistes ou identitaires ne peut que nous faire reculer collectivement et humainement. La politique des coups bas et des lapins qu'on sort du chapeau est contre-productive au plan de l'engagement politique des gens, seule solution viable à long terme. Les réponses simples à nos problèmes sociaux n'existent pas. Un gros travail reste à faire pour que travaillent ensemble les différents partenaires et acteurs autour des grands enjeux, que se créent des passerelles entre eux. Il y a aussi un gros effort à faire pour qu'on entende de nouvelles voix généreuses et stimulantes dans l'espace public.

Et au bout du compte, seule l'éducation à la citoyenneté, la redéfinition du bien commun comme un enjeu collectif et la transmission de l'histoire de nos gains et de nos luttes peut réorienter le paqueté différemment.

Comprenez-moi bien. Être une femme n'est pas une vertu. Mais tant et aussi longtemps qu'elles ne seront pas beaucoup plus nombreuses dans des postes clés décisionnels, qu'elles ne pourront pas changer la manière de gérer les enjeux sociaux, nous ne pourrons pas mesurer l'intérêt de leurs propositions et ce qu'elles peuvent apporter comme espoir à nos sociétés qui en ont bien besoin.

L'auteure est journaliste indépendante et co-fondatrice du magazine *La Vie en rose*. Elle anime régulièrement des débats publics.



Ariane Emond